



COMMENT S'OPPOSER AUX LICENCIEMENTS ?

La "reprise sans emplois"

LE « socialiste » Dominique Strauss-Kahn, directeur du Fonds monétaire international (FMI), s'exprimant lors d'une conférence de presse à Berlin, a parlé « d'une reprise sans emplois ». De quelle reprise s'agit-il ? Ni plus ni moins que la reprise de la spéculation. Les patrons ont utilisé les milliards d'euros offerts par le gouvernement pour les reverser à leurs actionnaires dans le même temps où ils ont licencié des milliers de travailleurs. C'est ainsi que les entreprises du CAC 40 ont toutes dégagé des centaines de millions d'euros, y compris celles, comme Renault, qui, officiellement, n'ont pas réalisé de bénéfices.

Il y a eu regain à la Bourse, les actions ont monté. Et pour avoir le même résultat au deuxième semestre 2009 et en 2010, les patrons s'apprentent, comme l'a annoncé Laurence Parisot, présidente du Medef, à liquider 70 000 PME « de trop » et à licencier des centaines de milliers de travailleurs. Aucun travailleur ne peut croire que la préservation de l'emploi viendra des « états généraux »

annoncés par Nicolas Sarkozy au prétexte de « définir la politique industrielle de la France », « états généraux » dont il prétend qu'il s'agit d'une proposition de Bernard Thibault.

La solution réside-t-elle davantage dans l'extension des contrats de transition professionnelle (CTP), les prétendus reclassements, éléments constituant la « sécurisation des parcours professionnels » ou « sécurité sociale professionnelle » prônée par tous les dirigeants politiques ?

Les contributions des délégués ouvriers réunis en conférence nationale le 5 septembre démontrent que la seule issue pour préserver l'emploi est l'interdiction des licenciements et non leur accompagnement. Et pour y parvenir, regrouper dans l'unité la plus large des milliers de travailleurs, de syndicalistes, de militants des partis se réclamant des intérêts ouvriers. C'est l'objet des conférences départementales qu'ils proposent d'organiser pour préparer une première montée nationale à Paris.

■ LAURENCE FAYARD



Puteaux, samedi 5 septembre, 148 délégués ouvriers mandatés...

Reportage réalisé par Albert Dal Pozzolo, Laurence Fayard, Gérard Morin et Marie-Claude Schidlower.

REPÈRES

- **7 décembre 2008** : à l'initiative du POI, 328 délégués de toutes tendances se réunissent à Limeil-Brevannes en conférence pour l'unité. Ils adoptent un appel et s'adressent à tous les travailleurs, à toutes les organisations : « Appelons ensemble à une marche unie pour l'interdiction des licenciements. »
- **Le 29 mars 2009**, au meeting régional de Marseille du POI, est lancé un appel à l'unité pour l'interdiction des licenciements et à une conférence nationale les 15 et 16 mai.
- **15 et 16 mai 2009** : la deuxième conférence de délégués pour l'unité se tient à Puteaux, réunissant des militants du PS, du PCF, du NPA, du Parti de gauche, et le POI. Les comités ont rassemblé 70 000 signatures pour l'unité pour l'interdiction des licenciements.
- Des représentants de la conférence ont été reçus, le 15 mai, aux sièges nationaux du PS, du PCF, du Parti de gauche.
- Le président de la tribune de la conférence de Puteaux, conformément aux décisions, s'adresse aux responsables nationaux du PS, du PCF, du Parti de gauche, du NPA, de Lutte ouvrière, afin de se réunir au siège du POI. Aucun n'a répondu.
- **Le 17 juin 2009**, 10 ouvriers de l'usine Caterpillar lancent un nouvel appel, proposant une réunion d'urgence de délégués des comités à Echirolles, près de Grenoble.
- **Le 27 juin 2009**, avec le bureau de la conférence nationale de Puteaux, 37 travailleurs de 20 entreprises, soutenus par des travailleurs de 51 entreprises, se réunissent à Echirolles. Ils adoptent à l'unanimité un appel proposant que se tienne le 5 septembre une nouvelle rencontre de délégués pour discuter des modalités d'un rassemblement à Paris, comme première étape dans le combat pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements.
- **5 septembre 2009** : 148 délégués des comités pour l'unité venant de 40 départements se réunissent à Puteaux.

Puteaux, samedi 5 septembre, 9 h 45. Venus des quatre coins du pays, 148 délégués ouvriers d'usine, pour la plupart mandatés par les comités locaux pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements dans 40 départements, se retrouvent devant le Palais des congrès. Parmi eux, de nombreux militants du PCF, du NPA, du PS, du Parti de gauche, du POI, des syndicalistes organisés dans les comités. La tribune s'installe, composée de Gérard Buttin, ouvrier syndicaliste à l'usine Caterpillar, à Grenoble ; Jean-Pierre Doujon, membre du comité Grenoble-Agglomération ; de Gérard Luigi, représentant la tribune de la conférence des 15 et 16 mai derniers ; de Jean Markun, secrétaire national du POI, et de Denis Langlet, du comité de liaison industrie dans les Yvelines.

GÉRARD Luigi introduit les débats : « Toute issue a été bloquée aux travailleurs cet été parce que les dirigeants n'ont pas répondu. » Et, insiste-t-il, « non seulement nous n'avons pas la réponse à l'appel à l'unité pour la marche unie, mais on a vu l'autre jour M. Sarkozy dire : "M. Bernard Thibault nous a proposé la tenue d'états généraux de l'industrie." Il faudrait donc se mettre autour d'une table pour discuter quelle prime on va distribuer ! »

Il propose qu'après un large débat, les délégués adoptent un appel à « organiser dans nos départements des conférences départementales ouvrières dans la première quinzaine d'octobre pour que nous puissions rassembler et nous tourner très largement vers tous les ouvriers et les militants », et ainsi « préparer la première montée sur Paris en novembre » plutôt que le 3 octobre.

Jérôme Capron, ouvrier de Continental, à Clairoix, prend la parole (lire ci-contre).

Puis, c'est au tour de **Philippe Claret**, de la société Isochem, dans l'Essonne, mandaté pour « continuer à interpeller les partis politiques de gauche, mais aussi les élus ». « Nous ne voterons que pour ceux qui se seront battus avec nous pour l'interdiction des licenciements », conclut-il.

Francis Barthelemé, ouvrier d'un petit groupe en Alsace qui vient de licencier, mandaté par le comité du nord du Bas-Rhin, décrit « les conditions de travail d'il y a cent ans. C'est pour cela qu'on a constitué le comité, pour s'adresser largement aux ouvriers. »

Salarié depuis plus de 20 ans de Mars-Chocolat-France, **Serge Bloch**, du même comité, travaille avec 265 collègues dans une boîte sans implantation syndicale, où les conditions de travail sont aussi très difficiles. Mais aujourd'hui, « le personnel tient des meetings, une section syndicale se crée » et plusieurs « participent aux travaux du comité 67 Nord ». « On veut accréditer l'idée que, sur la question des licenciements, personne ne peut rien faire », dénonce **Denis Langlet**, du comité de liaison industrie des Yvelines, d'où « l'importance de notre réunion, car nous devons absolument conserver cet objectif d'interdiction des licenciements ». Il explique : « Les entreprises du CAC 40 ont toutes dégagé des centaines de millions d'euros. » Toutes les entreprises, qu'elles fassent du bénéfice ou pas, « peuvent aligner des centaines de millions d'euros aux actionnaires qu'on appelle le "cash flow", la trésorerie disponible. Voilà pourquoi on peut continuer à prêter de l'argent à Renault, qui a licencié 6 500 salariés, à Peugeot, qui en a supprimé 11 000. » Et ils vont faire « ce que propose M^{me} Parisot, supprimer les 70 000 PME "de trop", c'est-à-dire des centaines de milliers d'emplois, pour avoir du cash. »

David Elbaz, du même comité, évoque la circulaire de la Direction générale du travail sur « la continuité de l'activité dans les entreprises en cas de pandémie de grippe H1N1 », véritable offensive contre le Code du travail et les droits des salariés que les syndicats sont invités à mettre en œuvre. « Si le salarié refuse, il peut être licencié. »

Isolés dans leurs entreprises, les salariés n'ont souvent d'autre choix que d'accepter la prime de départ. C'est ce que relate **Fabrice Criquet**, du comité de l'aéroport de Roissy, où le sous-traitant Servisair Cargo a été liquidé en juillet et les 351 emplois supprimés : « On a été obligés de négocier la prime. Et pourtant, j'ai vu des jeunes femmes supplier de garder leur emploi. » Puis, ce fut le tour de Vigimark, au mois d'août : 650 emplois menacés, dont 277 déjà annoncés. Une syndicaliste s'est étonnée du silence des partis : « C'est à croire que le gouvernement a réussi à les faire taire. » « Cette question, des milliers de travailleurs se la posent. L'idée de conférence ouvrière permet d'y répondre. »

José Matos Da Silva, délégué syndical de Manufacture sièges de France (Somme), « représente ses collègues en lutte avec occupation des locaux contre une liquidation » (lire page 5).

Jérôme Capron, ouvrier de Continental

Je suis un simple ouvrier de Continental Clairoix. On nous a dit : « Vous avez gagné le plan de reclassement, 50 000 euros, bravo, vous avez gagné une grande bataille. » Alors, moi, je demande qu'on se revoie dans deux ans. Pour voir, sur 1 200 personnes, combien ont retrouvé du travail, et à quel salaire. Et voir dans deux ans où en est Continental du bénéfice (...). On s'est fait taper sur les doigts par le gouvernement. Il y a Arlette Laguiller qui est venue nous soutenir, Olivier Besancenot. En levant le poing en l'air et en disant, il y a quatre ou cinq jours : « Nous sommes d'accord pour faire un rassemblement contre les licenciements. » Ils l'ont bien dit à vive voix. Mais il n'y a rien qui ressort. Vous avez essayé de les contacter là, et personne n'a répondu. Donc, des paroles en l'air, c'est facile, mais on veut des actes. Tout le monde veut des actes, et on attend encore (...). C'était pour vous éclairer, mais je pense que vous n'êtes pas dupes. On est tous là pour dire non aux licenciements, et il faut qu'on se regroupe, et tous ensemble on arrivera à faire quelque chose.

Roger Lemoine est aussi délégué syndical au sein d'une entreprise de sous-traitance dans l'Essonne, qui arrive « vers du chômage partiel ». Il juge inacceptable que certains syndicats « cogèrent la crise financière », alors qu'« un syndicat est là pour défendre le Code du travail et les salariés ». Il est favorable aux conférences ouvrières, car « elles comprendraient l'ensemble des gens se rassemblant, quelle que soit leur appartenance politique, pour l'interdiction des licenciements ».

« Pour nous, l'interdiction des licenciements, c'est concret, ça signifie le maintien de tous les sites, et que tous les collègues continuent à travailler, et, s'il le faut, renationaliser l'entreprise », déclare **Véronique Ducandas**, qui représente les 12 salariés du comité de Sanofi-Aventis, à Vitry-sur-Seine. Comme salariés, insiste-t-elle, « on a écrit à la section PCF de Vitry pour leur dire : vous dites interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices. Chez nous, il y a des ●●●



Françoise Delignon, mandatée par des collègues de RFI



Je suis salariée à RFI et déléguée syndicale CGT. RFI, c'est la radio française publique qui émet vers l'étranger. Notre actionnaire unique, c'est l'Etat. En janvier, on nous a annoncé un plan social de 206 suppressions

d'emplois sur environ 1 000, dont des licenciements secs. Le 12 mai, une grève a commencé, elle a duré jusqu'au 14 juillet face à l'intransigeance de la direction, qui a refusé de bouger et a négocié avec la CFDT, seul syndicat qui n'est pas dans la grève, une hausse des primes de départ (...). Dans le même temps, ils ont annoncé à France Télévisions un plan de 900 départs volontaires.

Il n'y a pas de licenciements secs. Mais cela pose quand même un problème, et que mon syndicat, la CGT, signe un accord de méthodologie pour accompagner la restructuration de l'entreprise et un accord de remplacement de la convention collective dénoncée par le patron (...).

La grève a repris. C'est difficile, puisque maintenant ils remplacent les techniciens grévistes par des non-grévistes.

Et là, spontanément, des journalistes ont commencé à signer une pétition en disant : « Nous avons jusqu'alors soutenu ou non le mouvement de grève, mais face à l'attaque contre le droit de grève, nous nous mettrons en grève demain. » Hier, une centaine avaient signé cette pétition (...). La question, c'est quand même pourquoi les partis politiques qui se réclament du mouvement ouvrier ne disent pas : « On n'est pas sûrs de gagner, mais est-ce qu'on peut accepter que les entreprises se retrouvent isolées face aux plans de licenciements, face à la misère ensuite ? »

Hugues Miller, comité d'Hayange, responsable de la cellule du PCF



Beaucoup de partis de gauche et des organisations syndicales proposent la sécurité sociale professionnelle, c'est-à-dire rendre le monde du travail encore plus flexible.

Or ces vagues de licenciements révèlent une réalité. Avec près d'un million de postes de travail supprimés (public-privé confondus), avec quoi sera faite cette sécurité sociale professionnelle ? (...) La mise en place des CTP n'est qu'une illusion supplémentaire, mais va bien dans le sens de la sécurité sociale professionnelle (...). Nous ne pouvons attendre les échéances électorales de 2010 et de 2012.

C'est tout de suite qu'il faut agir dans notre intérêt, dans l'intérêt de la classe ouvrière. La cellule du PCF de Hayange s'engage, à son niveau, à poursuivre les rencontres avec les autres structures de notre parti, mais aussi avec les sections du PS et du NPA du secteur, ainsi que deux maires de communes voisines, afin de contribuer à la construction de l'unité pour une marche unie sur Paris. Par conséquent, nous sommes favorables à des conférences ouvrières départementales pour organiser la manifestation sur Paris pour la fin novembre.

●●● *bénéfices et il y a des licenciements. Est-ce qu'on pourrait se rencontrer ? On attend encore la réponse, mais on va continuer à leur écrire, car l'unité, on en a besoin.* » Elle est pour les conférences départementales, « car aujourd'hui, il ne faut pas qu'on se loupe. On est les premiers représentants de la classe ouvrière pour organiser le combat pour l'interdiction des licenciements. »

Alain Quenette, du comité de Gandrange, explique ce que sont devenus les travailleurs de l'aciérie Mittal, qui a fermé en mars : « Chômage et reclassement sur des sites où ils connaissent le chômage partiel et où ils ont remplacé les intérimaires. » Il propose, avec le maire de Gandrange, signataire de l'appel pour la marche unie, de continuer « à demander aux organisations qui se réclament de la classe ouvrière de prendre leurs responsabilités contre les licenciements ».

Francis Dolé, comité d'Amiens, militant du NPA



Pour Amiens, je voulais faire un petit point rapide sur notre comité. La dernière fois, il y avait déjà des militants du POI et des militants du PCF, du NPA, du Parti de gauche à titre personnel. Depuis, la situation a un peu évolué.

Je suis du NPA. Nous n'avons jamais rencontré autant des salariés des entreprises. Sur le plan politique, les choses ont évolué. J'ai, en ce qui me concerne, écrit à la direction nationale du NPA. J'avais fait un appel au mois de mai. Je n'ai pas de réponse de mon parti nationale. Mais sur le plan local, il y a deux gros comités du NPA à Amiens, et celui auquel j'appartiens, Amiens Centre et Nord, nous vous avons écrit au mois de juin et avons voté la participation officielle au comité pour l'interdiction des licenciements. Nous avons rencontré d'autres personnes, notamment des responsables socialistes, et une section importante d'Amiens du Parti socialiste a décidé officiellement de participer au comité pour l'interdiction des licenciements. Un représentant, d'ailleurs, du PS de cette section, que je salue, est parmi nous dans cette délégation. Pour nous, c'est quand même une petite évolution, que des sections participent.

Puis, c'est au tour de **Françoise Delignon**, salariée de RFI (*lire son intervention*).

François Lopera, du comité de Lorraine, syndicaliste dans les « hauts-fourneaux », revient sur les conditions de redémarrage du haut-fourneau d'Hayange : « Le redémarrage s'est effectué avec 10 % de personnel en moins, poursuite du chômage partiel et perte de salaire de 15 à 20 %, soit en moyenne 300 euros par mois. »

Pour **Dominique Hurel**, du comité de Roissy, salariée d'ADP, « le peuple est en danger, il n'y a plus de place dans les lycées, plus de profs dans les écoles ». Elle considère qu'il « ne faut plus attendre les leaders des partis ».

Suivent les interventions de **Hugues Miller**, de la cellule du PCF d'Hayange, et de **Francis Dolé**, du comité d'Amiens, militant du NPA (*lire dans ces pages*).

Maurice André, mandaté par le comité de Compiègne, est cuisinier dans un centre de formation. Il revient sur le combat des ouvriers de Continental, qui « se sont retrouvés isolés », et souligne le positionnement du comité dès le début pour la montée à Paris.

Lionel Fournier, syndicaliste, mandaté par des collègues de l'entreprise BGI, à Arbois, dans le Jura, prend la parole (*lire son interview*).

Pour **Sébastien Gaudin**, du comité de Champagne (Jura), « c'est à nous les militants, les adhérents à pousser nos directions, être nombreux le 3 octobre à Paris, car pour moi, c'est la perspective ».

Après avoir rappelé le combat des salariés avec leurs syndicats pour le maintien des emplois et de l'entreprise sur place, **André Le Texier**, mandaté par des collègues de l'usine SGCC, à Gennevilliers, annonce la tenue d'une réunion publique sur la ville le 24 septembre « pour préparer cette marche unie sur Paris ».

Lui succède **Demetrio Trunfio**, du comité de Savoie, militant du Parti de gauche (*lire son intervention*). **Gaston Padé**, du comité de Mantes (Yvelines), est délégué syndical dans l'industrie pharmaceutique à Limay : « Ça me gêne de plus en plus d'être conseiller des salariés, car ça consiste à accompagner des gens pour les licenciés. Je suis là pour dire stop aux licenciements. »

Plusieurs délégués, représentant les « emplois vie scolaire », dont 32 000 ont été licenciés en juin, interviendront également, telle **Michèle Christophe**, du comité de Boissy-Saint-Léger, ou encore **Abdeleslem Bennajim**, du comité des Mureaux (Yvelines).

Gérard Buttin, du comité Grenoble-Agglomération, était venu « pour préparer le 3 octobre. J'ai compris qu'il fallait repousser, dit-il, mais, que ce soit le 21 ou le 28 novembre, il faut fixer la date une bonne fois pour toutes, c'est une question de crédibilité. Je veux partir ce soir avec une date. » Il insiste sur la campagne financière à mener pour organiser la montée à Paris.

Pour **Alain Millard**, du comité de Bobigny (Seine-Saint-Denis), il « n'y a pas de recul sur le calendrier fixé, car il faut faire les conférences départementales. Dans notre département, il faut qu'on se réunisse avec les camarades de l'aéroport,

Demetrio Trunfio, comité de Savoie



Je suis délégué du comité pour l'interdiction des licenciements de Savoie. Je suis un militant du Parti de gauche. Dès que j'ai rencontré les camarades du POI qui étaient à l'initiative des signatures, j'ai signé tout de suite, je me suis engagé personnellement, j'ai dit à mon parti, avec discussion, bien sûr, que j'étais engagé dans cette démarche et que je souhaitais que mon comité départemental du Parti de gauche prenne une position favorable à cette démarche. Malheureusement, je n'ai pas été écouté (...).

Ces conférences départementales, cela me donnera encore un peu de temps, car je me propose de continuer mon combat au sein du Parti de gauche pour amener des camarades à signer la pétition comme je l'ai fait, à interpeller la direction nationale, pour qu'on fasse bouger les partis (...). C'est vrai que c'est nous qui devons les faire bouger. Pour ma part, pendant tout le mois d'octobre, je mettrai ce temps à profit pour convaincre mes camarades de me rejoindre. Si, dans tout le département, nous sommes trois à quatre à venir, je pense que ce sera une petite victoire qui méritera d'être soulignée.

de Citroën-Aulnay, du centre de tri de Roissy, de la Sécurité sociale, en allant chercher les ouvriers qui n'ont pas encore eu connaissance de notre appel aux portes des entreprises. Et là-dedans, on trouvera des militants syndicalistes de toutes les confédérations, des militants du PCF, du PS, du NPA, du Parti de gauche, qui, à coup sûr, accepteront de venir avec nous et d'interpeller leurs partis. »

Julie Bertenand fait partie des dix salariés de La Redoute, à Ajaccio (Corse-du-Sud), qui (20 à 27 ans d'ancienneté) seront licenciés début décembre. « 672 emplois sont supprimés et 81 magasins fermés nationalement. »

Pour **Jihad Wachill**, du comité d'Amiens, militant du PCF, « les problèmes aux sommets des partis viennent aussi du fait que des syndicats qui se réclament de la lutte des classes ont tendance à l'abandonner pour aller dans un sens de "collaboration de classe" ».

Richard Toker, du comité de Charleville-Mézières et militant du NPA, pense qu'il faut revoir la manière de s'adresser aux dirigeants : « Ça va poser un problème à notre camarade du comité, premier secrétaire fédéral du PCF, qui aura du mal à persuader son bureau départemental de soutenir le comité. »

Enfin, pour **Christian Méro**, du comité d'Angers, « si une prime peut faire vivre quelques mois, ça ne satisfait en aucun cas les revendications de préservation de l'emploi et n'assure pas des conditions de vie décentes aux salariés ».

Les entreprises du privé représentées

Transgourmet (13) ; La Redoute (20) ; SSD Parvex (21) ; Maflow (28) ; Philips Chartres (28) ; Usine Aumont (35) ; Plastivaloire (37) ; Caterpillar (38) ; BGI Arbois (39) ; JTD Lons (39) ; SKF Lons (39) ; Famer transmission (43) ; Chantiers navals (44) ; Manitou (44) ; Thomson (45) ; Scania poids lourds (49) ; Bull informatique (49) ; Baléo vision (49) ; Thermal Ceramics (49) ; Crystal (54) ; Behr (57) ; ArcelorMittal (57) ; Continental (60) ; Camom (64) ; Coop Alsace (67) ; EPI (67) ; Anoflex Contitech (69) ; Carbone Savoie (69) ; Givaudan-Lavirotte (69) ; Rex-Roth-Bosch (69) ; Peugeot (70) ; Saint-Gobain SEVA (71) ; Saint-Gobain Isover (71) ; Retif (71) ; Carrefour Market (75) ; Timken (76) ; GENF (78) ; Messier-Bugatti (78) ; Renault Flins (78) ; SAGEM (78) ; Continental Rambouillet (78) ; Peugeot (78) ; Daylicer (agroalimentaire) (80) ; Manufacture sièges de France (80) ; Arsenal (DCNS) (83) ; docker (CGMV) (83) ; Thalès (86) ; Aero (92) ; CGG-Veritas (91) ; Isochem (91) ; Variant (91) ; Papeteries de la Seine (92) ; SGCC (92) ; Aéroports de Paris (93) ; Air France CCE (93) ; Alstom Saint-Ouen (93) ; Rondstad Vediorbis (93) ; Centre d'appel Club Med (93) ; Sanofi Aventis (94) ; ABB Saint-Ouen-l'Aumône (95).

Et également des entreprises publiques et semi-publiques

CHU (Montpellier) (34) ; CHU Rennes (35) ; CHS Saint-Ylie (39) ; AFPA (60) ; CRAMIF (75) ; Fret SNCF (75) ; Pôle emploi (75) ; RFI (75) ; SNCF (Saint-Ouen) (93) ; AP-HP (75) ; France Télécom CNET (92) ; Centre de tri Bobigny (93) ; CHI Créteil (94) ; EVS-AVS (28 & 94) ; CPAM (94) ; France Domaine (95).





Suite du reportage

Messages et interviews

Message de M^{me} Z. Chorfa, ancienne conseillère municipale PCF de Grenoble, lu à la tribune

Nous sommes tous concernés par ce qui détruit des millions de familles. Le chômage, ou plus exactement les licenciements pour cause de rentabilité. Quand les entreprises licencient, alors que la plupart font de gros bénéfices, quand les politiques se mouillent du bout des lèvres et ne s'engagent pas plus, alors qu'ils promettent qu'une fois élus, ils feront ce que nous attendons d'eux, il est grand temps de demander où en sont les promesses.

Michel Daujat, militant du PS (Paris, XIII^e arrondissement)

Délégué du comité pour la marche unie du XIII^e arrondissement de Paris, Michel Daujat exprime son point de vue sur la rencontre du 5 septembre. « Nous avons fait beaucoup d'avancées dans les "boîtes", qui sont plus nombreuses à être représentées, parce que la méthode est la bonne pour rassembler le peuple de gauche. Des délégués ont dit qu'il ne fallait pas choquer les organisations politiques qui ne répondent pas parce qu'il y a quand même des réponses positives au niveau local. C'est vrai qu'ils louvoient et ne nous rejoignent pas. Mais il faut toujours cordialement les inviter. Dans ma section, ils se sont dits très favorables, mais ce n'était pas le moment, "à cause des élections européennes". Mais, et les ouvriers ? Il faut qu'ils se rappellent que le PS vient de la classe ouvrière. Ne pas répondre à l'urgence nécessaire d'interdire les licenciements, c'est se mettre en porte-à-faux par rapport aux ouvriers et aux fondateurs du PS. Peut-être l'ont-ils oublié au profit de leur propre carrière et de leurs trop longs mandats. C'est valable pour tous ces partis qui, au départ, étaient ouvriers. Se sont-ils embourgeoisés ? Je me suis fabriqué un badge : "Interdiction des licenciements. Arrêtez l'hécatombe." Partout, les gens m'accostent : "Comment vous joindre et vous rejoindre ?" Il faut s'afficher partout. »

Un salarié d'ABB (Val-d'Oise), délégué du comité "Ville nouvelle"

Que penses-tu des deux propositions de la conférence : organiser des conférences départementales et fixer la date du rassemblement national le samedi 28 novembre à Paris ?

Mon sentiment est qu'après, pour la première fois de ma vie, avoir participé cette année à plusieurs manifestations à Paris, je n'attends qu'une seule chose : c'est une manifestation avec un nombre de Français sans précédent pour montrer à nos élus, quel que soit leur niveau dans l'Etat, que nous nous soucions de notre avenir et que nous ne voulons pas assister sans pouvoir réagir à l'effondrement de nos emplois. Donc, même si je suis impatient de

manifestier mon mécontentement, je tiens à ce qu'à cette occasion, un grand nombre de salariés et autres asphyxiés du système viennent, et pour ça il faut les informer et leur expliquer l'importance d'une telle mobilisation. Alors oui, novembre me semble plus raisonnable.

Lionel Fournier, délégué du comité de l'usine BGI, à Arbois (Jura), syndicaliste CGT

Quelle est la situation dans ton entreprise ?

Le groupe a sept usines en France. Il veut se débarrasser de 179 salariés, dont 20 à Arbois. Dès le début, nous avons dit : pas un seul licenciement. Il y a eu quatre assemblées générales, et, à chaque fois, nous avons réaffirmé la même position. Nous n'avons jamais négocié sur le nombre de licenciements. Quand tu es sur cette position, la situation n'est pas la même dans l'usine, ça aide. Au contraire, si tu acceptes les licenciements, cela sème la division. Si un salarié veut partir de l'entreprise, il va voir la direction, pas le syndicat. Treize maires sur les quatorze du canton ont demandé le retrait du plan. Nous avons eu le soutien du conseiller général PS, du PCF et même du député UMP.

Tu as participé à la rencontre d'Echirolles. Que s'est-il passé depuis ?

Nous étions deux délégués à Echirolles. A notre retour, nous avons fait le compte rendu. Nous avons constitué notre comité et nous sommes sept pour l'instant. Nous avons lancé un appel pour financer notre voyage et nous sommes deux délégués aujourd'hui. Le 11 septembre, nous ferons le compte rendu de cette conférence. On va continuer. La marche unie pour l'interdiction des licenciements, c'est la seule perspective. Moi, j'y crois dur comme fer.

José Matos Da Silva, délégué syndical de Manufacture sièges de France, à Berteaucourt-les-Dames (Somme)

Quelle est la situation dans ton entreprise ?

De 1997 à 2007, elle était la propriété de Laurence Parisot. Elle a été ensuite reprise par des cadres 47 jours avant le premier plan social. Nous avons subi deux plans sociaux avec des licenciements à chaque fois. Maintenant, ils veulent nous liquider et licencier 358 salariés. Il n'y a pas de repreneur pour l'instant. Le patron préfère passer ses vacances en Corse. Nos prestations de salaires au titre des repos compensateurs sont toujours en litige. La mutuelle santé mise en place depuis le 1^{er} janvier 2009 n'est toujours pas honorée. Nous ne baissons pas les bras. Le ministre Estrosi a été contacté, mais toujours pas de réponse.

Que penses-tu de la conférence d'aujourd'hui ?

C'est très bien, et je suis d'accord avec la perspective de la marche unie pour l'interdiction des licenciements. J'espère bien que nous allons pouvoir constituer un comité dès mon retour.

Appel

issu de la conférence nationale de délégués pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements, réunie à Puteaux (92) le 5 septembre 2009 (extraits)

Après une large discussion dont nous avons rendu compte, un appel a été soumis à la signature des délégués, dont nous citons la conclusion :

L'interdiction des licenciements ne passera pas par les « états généraux » de Sarkozy. Elle passe par la mobilisation unie des travailleurs et de l'ensemble des organisations politiques se réclamant du mouvement ouvrier sur l'exigence, chaque jour plus urgente : interdiction des licenciements.

Il nous revient de renforcer, d'élargir, d'approfondir le travail d'organisation engagé pour que soit posée partout, en tous lieux, la question qu'il faudra mettre au centre de toutes les plates-formes : celle de l'interdiction des licenciements.



Nous, délégués à cette rencontre, nous ne renonçons à aucun des objectifs que nous nous sommes fixés. Jusqu'à présent, les dirigeants des partis auxquels nous nous sommes adressés ont ignoré cette exigence. Ils se trompent, leurs propres militants le leur prouveront. D'ores et déjà, nombreuses sont les prises de position des responsables et militants de toutes tendances qui montrent que la construction de l'unité est engagée. Il n'y a pas d'autre solution pour les travailleurs menacés de perdre leur emploi.

Nous reprenons totalement à notre compte la conclusion de l'appel d'Echirolles, qui disait : « Voilà ce qui nous amène à réaffirmer avec force le jugement des 10 de Caterpillar. Si les dirigeants du PS, du PCF, du Parti de gauche, de Lutte ouvrière, du NPA persistent, ne faudrait-il pas que nous organisions nous-mêmes une montée à Paris ? »

Cela constituerait un premier pas dans la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements, qui doit être appelée dans l'unité des partis, et pour laquelle nous combattons plus que jamais. »

Voilà pourquoi nous lançons un appel à tous les travailleurs à constituer ou renforcer partout, dans tout le pays, des comités pour l'unité pour la marche unie.

Nous appelons les travailleurs, les militants à la tenue de conférences départementales organisées par ces comités dans la première quinzaine d'octobre.

Voilà pourquoi nous décidons de retourner voir les dirigeants du PCF, du PS, du NPA, de Lutte ouvrière, du Parti de gauche, nationalement et localement, pour leur dire : « N'hésitez plus, ne tergivez plus, ne refusez plus. Organisons ensemble la marche unie. »

Nous ferons tout pour que s'engagent avec nous les militants et les dirigeants, à tous les niveaux.

En tout état de cause, nous proposons à toutes les conférences départementales que, le 28 novembre, soit organisée, avec tous ceux qui en sont d'accord, la première montée à Paris pour la marche unie, incluant les campagnes financières que cela nécessite.

L'appel de la conférence : une élaboration collective

C'est par un débat fraternel, passionné, responsable, démocratique, que s'est conclue la conférence de Puteaux au moment de la discussion sur le projet d'appel de la conférence pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements, soumis à la signature des délégués. Près de quinze délégués se sont succédé à la tribune.

UNE préoccupation commune à tous, quelle que soit leur appartenance politique : comment l'appel peut-il être l'instrument du combat pour l'unité pour la marche unie, qu'il permette de « s'adresser largement aux ouvriers », comment faire en sorte que tout militant du PS, du PCF, du NPA, du Parti de gauche qui est partie intégrante des comités puisse s'en saisir, comment faire en sorte que cet appel aide à élargir le réseau des comités, préparer des conférences départementales ? Ainsi, Myriam Argentin, conseillère municipale PCF, déléguée par le comité du Havre. Si elle approuve les grandes lignes du projet, il y a « deux bémols ». L'un est qu'il faut des repères sur l'historique de la conférence, l'autre, plus essentiel, concernant des formulations « trop abruptes » caractérisant les dirigeants des partis : « Il ne faut pas discréditer les partis. A Sandouville, ils ont été sollicités, ils ont été présents, ils sont venus à Renault. Il faut changer la forme sans se départir du fond, il ne faut pas donner prise au rejet, à la polémique stérile, il faut s'adresser à nos dirigeants. »

Cette préoccupation est partagée par d'autres intervenants. Roger Lemoine, du comité de l'Essonne : « Il faut mettre tous les partis, pas seulement le PS et le PCF, mais aussi le NPA, le Parti de gauche. Il faut faire attention, les militants de ces partis qui sont membres des comités ne remettent pas pour autant en cause leurs convictions. Ce sont les appareils de ces partis qui sont pro-Sarkozy. »

Denis Langlet, de la tribune de la conférence, propose « d'enlever tout ce qui est péjoratif vis-à-vis de ces partis et de s'en tenir aux faits, le constat que les partis n'ont pas répondu ».

Francis Dolé, membre du comité d'Amiens, membre du NPA, poursuit cette discussion : « Je partage bien sûr le fond du projet, mais on ne peut pas s'adresser ainsi à nos organisations. Dire que les partis n'ont pas répondu, c'est inexact. A Amiens et ailleurs aussi, ils ont répondu. Il faut mettre : "Ils n'ont pas répondu nationalement". » Il fait remarquer que ce sont les patrons qui sont responsables des licenciements et que la responsabilité des états-majors des partis politiques est leur non-réponse, que cette réponse tarde. Il considère qu'il faut supprimer tout paragraphe polémique « qui nous mettrait en difficulté dans nos organisations et auprès des travailleurs ». Il propose un amendement : « Aujourd'hui, des responsables politiques multiplient les déclarations après leurs universités. Ils évoquent tous les sujets, mais font comme si la crise était terminée. Il est un sujet qu'ils n'abordent pas : l'interdiction des licenciements. »

Gérard Luiggi, en conclusion, indique que la tribune intègre l'amendement proposé. Il invite les délégués qui le souhaitent à contresigner l'appel, à s'adresser aux partis au niveau local et au niveau national : « Sarkozy, avec les états généraux de l'industrie avec toutes les composantes de la société civile, veut briser l'indépendance des organisations de la classe ouvrière. Avec les conférences départementales, nous construisons la première montée à Paris. Ce n'est pas le 3 octobre, c'est le 28 novembre. C'est une étape, il nous faut rassembler le plus de forces possible avant la fin de l'année. » De l'appréciation de tous les délégués, l'appel comme les travaux de la conférence sont une construction commune, dans les traditions de la démocratie ouvrière.